

CSA ministériel, 30 janvier 2025

Madame la Ministre des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative,

Vous comme nous, ne savons pas si votre présence à la tête du Ministère sera un CDD de très courte ou de moyenne durée. Néanmoins, nous avons de nombreuses revendications à porter à votre connaissance.

Tout d'abord, depuis plusieurs gouvernements, les ministres ou leurs cabinets désertent les instances de dialogue social comme le Comité Social d'Administration Jeunesse et Sports (CSA JS) démontrant ainsi un mépris flagrant pour les agents : nous exigeons donc - ce qui devrait être une évidence -, la présence du politique à chaque CSA.

Depuis plusieurs jours, le monde du sport est en ébullition contre le projet de budget des Sports du gouvernement. Il s'agit d'un budget de forte austérité. Néanmoins, nous souhaitons élargir le spectre à l'ensemble du budget du Ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative. En effet, s'il se confirme que les BOP 219 et 163 doivent subir des coupes massives nous serions alors face à un budget de **désastre social** ! Car un tel budget signifie baisses des subventions pour les associations (et donc perte d'emplois et baisses des services rendus à la population), baisse d'investissement dans les équipements freinant la pratique et le développement du lien social, baisse du nombre d'agents Jeunesse et Sports et toujours aucune vision d'avenir pour notre secteur pourtant essentiel.

Madame la Ministre, c'est pour cela que nous exigeons un budget JS enfin à la hauteur des enjeux portés et défendus par ce secteur, un budget qui permettra de reconnaître l'importance des actions et acteurs du sport, de la jeunesse et de la vie associative.... Pour le mettre en conformité avec les ambitions énoncées !

Aussi, notre organisation syndicale rappelle que le rattachement récent à l'Education Nationale est clairement désastreux pour le secteur JS tant il est contraignant dans la réalisation des missions et le respect des personnels JS. Nous considérons qu'une réflexion doit s'ouvrir pour que les services Jeunesse et Sports (SDJES et DRAJES) se libèrent des carcans de l'Education Nationale. Le Ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative doit disposer de sa propre administration et il ne doit plus subir des arbitrages divers et variés de personnes extérieures à son champ, au demeurant incompétentes sur les questions JS. Notre organisation est ouverte pour engager des discussions sur l'affirmation d'une réelle administration Jeunesse et Sports et sur son déploiement territorial, tout est à reconstruire. Les agents et les partenaires ne manquent pas d'énergie et d'idées. D'ailleurs, nous vous transmettons nos propositions de [12 mesures fortes](#) pour Jeunesse et Sports.

De plus, nous exigeons depuis maintenant plusieurs années, la suppression pure et simple de l'Agence Nationale du Sport (ANS) qui n'a jamais démontré sa pertinence, a ajouté du flou dans la gestion des divers dossiers et a produit et favorisé des pratiques clientélistes. Nous demandons également que les crédits associés à l'ANS soient réinvestis sur le BOP

De surcroît, et ce n'est une surprise pour personne ici, nous exigeons la suppression du Service National Universel (SNU) qui est totalement inadapté aux besoins de la jeunesse. Là encore, les crédits doivent être intégrés notamment au Fonds pour le Développement de la Vie Associative (FDVA) afin de soutenir le secteur associatif en souffrance. Les collègues Jeunesse et Sports en charge précédemment de ces missions doivent être accompagnés par l'administration et être réaffectés sur des missions d'éducation populaire.

Nous souhaitons également vous avertir des trop nombreuses situations de maltraitance des agents au sein des services, du malaise exprimé par beaucoup d'entre eux. Le passage au RIFSEEP permet un chantage à la rémunération de certaines petites chefferies irresponsables. On ne peut que regretter à ce sujet, que les agents se heurtent trop souvent au silence et aux absences de réaction de l'administration, couvrant ainsi les erreurs, les errements voire les fautes de quelques hiérarchies. Cette gestion des personnels provoque aujourd'hui un sentiment d'injustice et de dévalorisation de plus en plus prégnant, et nous serons toujours aux côtés des collègues qui n'acceptent plus de subir ces situations intolérables et indignes de l'administration. Un peu partout en France d'ailleurs nous accompagnons des collectifs de collègues qui se mobilisent pour faire respecter leurs droits, faire vivre le service public jeunesse et sport et gagner du terrain chaque jour !

Par ailleurs, en termes de méthode, il y a un réel enjeu à valoriser et accroître le dialogue social et à arrêter de mettre les organisations syndicales devant le fait accompli. Dans la même perspective, il serait de bon ton de réfléchir à associer les agents JS aux réformes qui les concernent pour éviter une série de "grand n'importe quoi". Ici, nous pouvons parler de la réforme des diplômes professionnels JEPS (CPJEPS, BPJEPS, DEJEPS et DESJEPS) qui s'est faite sans associer les agents mais aussi de manière totalement tubulaire mettant les agents, en particulier des DRAJES, en grande difficulté professionnelle et dont on commence à percevoir l'impact majeur sur les SDJES notamment à travers les problèmes soulevés autour des directions des Accueils Collectifs de Mineurs (ACM).

Enfin, il faut donner les moyens aux collègues pour agir et porter sur le terrain les politiques publiques ! Pour cela, il faut urgemment faciliter la prise en charge des formations des collègues et aussi ré-attribuer clairement les véhicules des services Jeunesse et Sports pour que cesse leur accaparement par l'Education Nationale et réfléchir au financement d'une nouvelle flotte !

Bref, vous ne pouvez que constater, après ce portrait pourtant incomplet, de la situation ruinesque des services Jeunesse et Sports qui méritent pourtant, par leurs actions, par le dévouement de ses agents et agentes au service public, et l'importance des sujets portés par ce secteur au sein de la société, une action politique ambitieuse et accompagnée d'un budget cohérent. Nous restons prêts pour vous accompagner dans la reconstruction, urgente et nécessaire de ce secteur et restons vigilants et combatifs aussi pour défendre l'ensemble des personnels et leurs missions.